

## INFORMATION RELATIVE AUX VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision administrative, il vous appartient d'introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.

Par ailleurs, vous pouvez présenter un recours administratif, soit auprès de l'autorité qui a pris l'acte (recours gracieux), soit auprès du Ministre de l'Intérieur / Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (recours hiérarchique). Toutefois, pour conserver la possibilité d'introduire ultérieurement un recours contentieux, il convient que vous présentiez votre recours administratif dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.

Une copie de la présente décision doit être jointe à votre requête, afin de faciliter son traitement.

Les recours contre la présente décision, indiqués ci-dessus, n'ont pas d'effet suspensif.

## INFORMATION RELATIVE A LA RESTITUTION DES DROITS DE CONDUIRE ET SUR L'ECHANGE DE PERMIS DE CONDUIRE

En application des articles R.221-13 et suivants du code de la route, vous devez vous soumettre à une visite médicale devant un médecin agréé. A défaut, votre permis de conduire sera suspendu jusqu'à ce qu'une décision d'aptitude médicale soit rendue par le Préfet, après avis médical émis par le médecin agréé. Il vous appartient de prendre rendez-vous un mois avant la fin de la mesure.

Vous devez vous munir d'un certain nombre de documents :

- o la notification de l'arrêt et le présent arrêté,
  - o une pièce d'identité en cours de validité,
  - o le méf de confirmation de votre rendez-vous,
  - o le questionnaire médical disponible sur le site de la préfecture, renseigné.
- Des examens supplémentaires pourront également être prescrits.

A l'issue de ce rendez-vous, si un avis favorable d'aptitude à la conduite est rendu, il vous appartient de solliciter un nouveau titre de conduite en vous connectant sur l'espace conducteur ANTS : <https://permisdeconduire.ants.gouv.fr>. L'avis médical devra être joint à votre demande.

Ref : IF  
NUMERO DE DOSSIER 120834300603

### SI SPENSION DU PERMIS DE CONDUIRE

LE PREFET DE L'AIN

- Vu le code de la route, notamment les articles L.121-5, L. 224-7 à L.224-9, R.221-13, R.221-14-1, R.224-4, R. 224-12 à R. 224-17
- Considérant que Madame PUECH CHARLOTTE NATHALIE, née(e) le 24/07/1995 à SETE (FRANCE), demeurant 2 BD CHEVALIER DE CLERVILLE RESIDENCE LA TOUR - BAT. J 34200 SETE a fait l'objet le 13/03/2020 à 22h10 sur la commune de BALAN
- d'un procès-verbal pour avoir commis une infraction punie par le code de la route de la peine complémentaire de suspension du permis de conduire, article(s) R413-14
- Considérant que le titulaire de permis de conduire susmentionné a commis un dépassement de 30 km/h ou plus de la vitesse maximale autorisée établie au moyen d'un appareil homologué (vitesse autorisée : 30km/h / vitesse retenue : 172km/h).
- Vu les explications fournies par l'intéressé(e).
- Considérant les risques que le comportement du conducteur en infraction peut faire encourir à la sécurité des usagers de la route, de ses éventuels passagers et de lui-même.

### ARRÊTE :

Article 1er - La validité du permis de conduire de PUECH CHARLOTTE NATHALIE délivré le 26/11/2014 sous le n° 120834300603 par M. LE PREFET DE MONTPELLIER est suspendue pour une durée de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - La présente décision cessera d'avoir effet si le titulaire du permis de conduire fait l'objet d'une nouvelle mesure administrative portant restriction du droit de conduire.

Article 3 - La présente décision cessera également d'avoir effet lorsque sera exécutée une décision judiciaire prononçant pour la même infraction une mesure restrictive du droit de conduire. Elle sera considérée comme non avenue en cas d'ordonnance de non-lieu ou de jugement de relaxe ou lorsque sera exécutée une décision judiciaire ne prononçant pas effectivement pour la même infraction de mesure restrictive du droit de conduire. Ces dispositions ne sont pas applicables en cas de paiement de l'amende forfaitaire.

Article 4 - Avant la fin de la mesure de suspension du permis de conduire prévue à l'article 1er, le titulaire du permis de conduire se soumet à une visite médicale devant un médecin agréé pour prononcer un avis sur l'aptitude médicale à la conduite. A défaut, le permis demeure suspendu à l'issue de la mesure, jusqu'à ce qu'une décision d'aptitude médicale soit rendue.

Article 5 - La présente décision sera communiquée à :

- M. le Procureur de la République à BOURG EN BRESSE
- M. le CDT P.A. DAGNEUX chargé de la notification de la mesure de suspension du permis de conduire.

A BOURG EN BRESSE le 18/03/2020  
LE PREFET, POUR LE PREFET,  
LA CHEFFE DE BUREAU  
ANNIE CAMPAN

Date de notification : 13/03/2020  
Permis retiré le : 13/03/2020  
Date à partir de laquelle l'intéressé(e) pourra obtenir un titre de conduite (1) : 13.05.2020

### INFORMATIONS SUR LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS ET SUR LA DEMANDE DE RESTITUTION DU PERMIS AU VERSO

Envoi d'une copie au service notificateur le : 13/03/2020 (2)  
Transmission d'une copie au Préfet le : 13/03/2020 (2)  
(1) Sous réserve de la décision subsaite à intervenir  
(2) A compléter par le service préfectoral le cas échéant

Observations éventuelles du service préfectoral